Supreme Court of Canada / Cour suprême du Canada

(le français suit)

JUDGMENTS TO BE RENDERED IN LEAVE APPLICATIONS

June 8, 2015

For immediate release

OTTAWA – The Supreme Court of Canada announced today that judgment in the following applications for leave to appeal will be delivered at 9:45 a.m. EDT on Thursday, June 11, 2015. This list is subject to change.

PROCHAINS JUGEMENTS SUR DEMANDES D'AUTORISATION

Le 8 juin 2015

Pour diffusion immédiate

OTTAWA – La Cour suprême du Canada annonce que jugement sera rendu dans les demandes d'autorisation d'appel suivantes le jeudi 11 juin 2015, à 9 h 45 HAE. Cette liste est sujette à modifications.

-
1. *George Wilcox v. Attorney General of Canada on behalf of the United States of America et al.* (B.C.) (Criminal) (By Leave) ([36335](#))
 2. *Nadège Merceus c. Sa Majesté la Reine* (Qc) (Criminelle) (Autorisation) ([36262](#))

36335 **George Wilcox v. Attorney General of Canada on behalf of the United States of America**
- and between -
George Wilcox v. Minister of Justice
(B.C.) (Criminal) (By Leave)

Charter of Rights and Freedoms — Liberty — Mobility — Right to remain in Canada — Extradition — Surrender — Committal — Assurances — Whether Court of Appeal erred in holding that sentence faced in United States by person sought for extradition would not shock the conscience of the community — Whether Court of Appeal erred in respect to application of s. 7(4.1) of the *Criminal Code* and s. 6(1) of the *Charter* — Whether Court of Appeal erred by not referring the matter back to the Minister to seek assurances.

Mr. Wilcox was convicted by a jury *in absentia* in Arizona on two counts of sexual conduct with a minor under fifteen years. The jury could not reach a verdict with respect to two other counts alleging sexual misconduct and a mistrial was declared with respect to those counts. Mr. Wilcox is alleged to have masturbated the complainant and to have engaged in an act of oral sexual contact with the complainant. The complainant, his step-son, then aged 13, suffered a brain injury in an accident as a one-year-old resulting in severe muscle spasms, blindness, and inability to speak. The United States of America seeks Mr. Wilcox's extradition for re-trial on the two counts that resulted in mistrial and sentencing on the convictions. For each charge, Arizona law provides for a mitigated sentence of

13 years, a presumptive sentence of 20 years, and an aggravated sentence of 27 years. All sentences must be consecutive. However, if Mr. Wilcox successfully appeals the convictions in Arizona and is convicted again in a re-trial, he would face a 40-year presumptive sentence and a 26-year minimum sentence, consecutive, on each of the two counts that were appealed. As well, Arizona reserves the right, if he appeals, to re-try the counts that did not result in convictions and to seek aggravated sentences.

August 13, 2013
Supreme Court of British Columbia
(Cullen J.)
[2013 BCSC 2541](#)

Applicant committed for extradition

March 4, 2014
Minister of Justice

Surrender order issued

February 4, 2015
Court of Appeal for British Columbia
(Vancouver)
(Saunders, Bennett, Willcock J.J.A.)
CA041188; [2015 BCCA 39](#)

Appeal from committal order and application for judicial review of surrender order dismissed

March 31, 2015
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

**36335 George Wilcox c. Procureur général du Canada au nom des États-Unis d'Amérique
- et entre -
George Wilcox c. Ministre de la Justice
(C.-B.) (Criminelle) (Sur autorisation)**

Charte des droits et libertés — Liberté — Liberté de circulation — Droit de demeurer au Canada — Extradition — Remise — Incarcération — Assurances — La Cour d'appel a-t-elle eu tort de statuer que la peine dont l'intéressé est passible aux États-Unis ne choquerait pas la conscience de la collectivité? — La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur dans l'application du par. 7(4.1) du *Code criminel* et du par. 6(1) de la *Charte*? — La Cour d'appel a-t-elle eu tort de ne pas renvoyer l'affaire au ministre pour obtenir des assurances?

Un jury en Arizona a déclaré M. Wilcox coupable *in absentia* de deux chefs de conduite sexuelle avec un mineur âgé de moins de quinze ans. Le jury n'a pas pu rendre de verdict à l'égard de deux autres chefs d'inconduite sexuelle et le procès a été annulé relativement à ces chefs. Il est allégué que M. Wilcox aurait masturbé le plaignant et qu'il se serait livré à des contacts sexuels oraux avec lui. Le plaignant, son beau-fils, alors âgé de treize ans, avait subi à l'âge d'un an une lésion cérébrale dans un accident, entraînant de graves spasmes musculaires, la cécité et l'incapacité de parler. Les États-Unis d'Amérique demandent l'extradition de M. Wilcox pour qu'il subisse un nouveau procès relativement aux deux chefs qui ont donné lieu à un procès nul et pour l'imposition de sa peine relativement aux déclarations de culpabilité. Pour chaque accusation, le droit de l'Arizona prévoit une peine atténuée de 13 ans, une peine de base de 20 ans et une peine aggravée de 27 ans. Toutes les peines doivent être consécutives. Toutefois, si M. Wilcox a gain de cause dans ses appels des déclarations de culpabilité en Arizona et s'il est déclaré coupable de nouveau à l'issue d'un nouveau procès, il serait passible d'une peine de base de 40 ans et d'une peine minimale de 26 ans, à purger consécutivement, relativement à chacun des chefs faisant l'objet de l'appel. En outre, l'Arizona se réserve le droit, si le demandeur interjette appel, de le juger de nouveau à l'égard des deux chefs qui n'avaient pas donné lieu à des déclarations de culpabilité, et de demander des peines aggravées.

13 août 2013
Cour suprême de la Colombie-Britannique (Juge

Incarcération du demandeur en vue de son extradition

Cullen)
[2013 BCSC 2541](#)

4 mars 2014
Ministre de la Justice

Arrêté d'extradition

4 février 2015
Cour d'appel de la Colombie-Britannique
(Vancouver)
(Juges Saunders, Bennett et Willcock)
CA041188; [2015 BCCA 39](#)

Rejet de l'appel de l'ordonnance d'incarcération et de la demande de contrôle judiciaire de l'arrêté d'extradition

31 mars 2015
Cour suprême du Canada

Dépôt de la demande d'autorisation d'appel

36262 Nadège Merceus v. Her Majesty the Queen
(Que.) (Criminal) (By Leave)

Criminal law – Second degree murder – Unreasonable verdict – Charge to jury – Forms of participation in offence – Crown's argument – Motion for separate trials – Whether Court of Appeal erred in holding that guilty verdict could be returned against co-accused through s. 21(1)(a) and (b) of *Criminal Code*, R.S.C. 1985, c. C-46 – Whether Court of Appeal erred in holding that verdict not unreasonable under s. 21(1)(a) – Whether Court of Appeal erred in finding that Crown's argument not intended to be understood as common venture – Whether Court of Appeal erred in reinterpreting facts of case three times – Whether Court of Appeal erred in finding that trial judge could dismiss motion for separate trial.

The applicant, Ms. Merceus, and her co-accused were convicted of second degree murder and improperly interfering with a dead body. At trial, the prosecution argued that the two co-accused had together attacked the victim by surprise and had then continued helping each other to get rid the body. The co-accused each advanced the theory that the other had committed the murder alone. On appeal, the applicant made several arguments, including with regard to the unreasonableness of the verdict, the trial judge's refusal to allow her motion for separate trials, the Crown's allegedly prejudicial argument and the instructions to the jury concerning s. 21(1) of the *Criminal Code*. The Court of Appeal dismissed the appeal.

May 9, 2009
Quebec Superior Court
(Vincent J.)

Applicant convicted of second degree murder and improperly interfering with dead body

August 29, 2014
Quebec Court of Appeal (Montréal)
(Pelletier, Kasirer and Lévesque JJ.A.)
[2014 OCCA 1766](#)

Appeal dismissed

January 15, 2015
Supreme Court of Canada

Motion to extend time and application for leave to appeal filed

36262 Nadège Merceus c. Sa Majesté la Reine
(Qc) (Criminelle) (Autorisation)

Droit criminel – Meurtre au deuxième degré – Verdict déraisonnable – Exposé au jury – Formes de participation à

une infraction – Plaidoirie du ministère public – Requête pour procès séparés – La Cour d’appel a-t-elle fait erreur en décidant qu’un verdict de culpabilité pouvait être rendu contre les co-accusés par le biais des al. 21(1)a) et 21(1)b) du *Code criminel*, L.R.C. 1985, ch. C-46? – La Cour d’appel a-t-elle fait erreur en décidant que c’était sous l’al. 21(1)a) que le verdict n’était pas déraisonnable? – La Cour d’appel a-t-elle fait erreur en concluant que la plaidoirie du ministère public ne visait pas à être comprise comme étant une aventure commune? – La Cour d’appel a-t-elle fait erreur en réinterprétant à trois reprises les faits de la cause? – La Cour d’appel a-t-elle fait erreur en déclarant que le juge de première instance pouvait rejeter la requête pour procès séparé?

Madame Merceus, demanderesse, et son coaccusé ont été reconnu coupables de meurtre au deuxième degré et d’outrage à un cadavre. Au procès, la poursuite a soutenu que les deux coaccusés avaient, ensemble, attaqué la victime par surprise et qu’ils avaient continué à s’entraider par la suite pour faire disparaître le corps. Les coaccusés, eux, ont chacun avancé la thèse que l’autre était l’unique auteur du meurtre. En appel, la demanderesse a formulé plusieurs arguments, dont ceux relatifs au caractère déraisonnable du verdict, au refus du premier juge d’accueillir sa requête pour procès séparés, à la plaidoirie prétendument préjudiciable du ministère public et aux directives au jury quant à l’art. 21(1) du *Code criminel*. La Cour d’appel a rejeté l’appel.

Le 9 mai 2009
Cour supérieure du Québec
(Le juge Vincent)

Demanderesse déclarée coupable de meurtre au deuxième degré et d’outrage à un cadavre

Le 29 août 2014
Cour d’appel du Québec (Montréal)
(Les juges Pelletier, Kasirer et Lévesque)
[2014 QCCA 1766](#)

Appel rejeté

Le 15 janvier 2015
Cour suprême du Canada

Requête en prorogation de délai et demande d’autorisation d’appel déposées

Supreme Court of Canada / Cour suprême du Canada :
comments-commentaires@scc-csc.ca
613-995-4330